

Découvrez gratuitement L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

**La plus grande
encyclopédie française
et la plus complète.**

* 20 grands volumes (format 21 x 30 cm)
* 21.760 pages * 19.000 articles
* 20.681 illustrations

**Ce dossier de présentation de 32 pages
vous sera envoyé gratuitement par la poste,
sans le moindre engagement.**

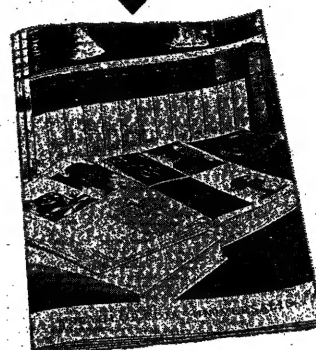
Nous avons réalisé ce dossier parce que l'Encyclopædia Universalis n'est pas exactement telle que vous l'imaginez. Il est donc indispensable que vous la jugiez par vous-même. L'Encyclopædia Universalis, en effet, n'est pas seulement la plus grande encyclopédie française. Elle ne se contente pas de réunir - en 20 grands volumes de plus de 1.000 pages chacun - la somme immense des connaissances humaines.

Elle est aussi la plus scientifique.

La plus scientifique car elle a été entièrement conçue et rédigée par des savants : par 3.800 spécialistes français et internationaux qui font autorité dans leur domaine. Parmi eux, vous trouverez des Prix Nobel, des membres de l'Institut, des académiciens, des professeurs, des médecins, des historiens, des archéologues, des chercheurs...

Elle est aussi la plus moderne.

La plus moderne d'esprit car elle s'adresse moins aux yeux qu'à l'intelligence. Plutôt que les grandes images en couleurs, elle privilégie les graphiques,



les dessins, les schémas en noir et blanc... qui traitent, qui détaillent, qui expliquent. Elle est aussi la plus moderne par sa luxueuse reliure blanc ivoire qui se marie aux cadres les plus contemporains.

**Elle est aussi la seule
actuellement à bénéficier
d'une mise à jour annuelle.**

L'Encyclopædia Universalis continue à vivre, chaque année, au rythme des derniers événements et découvertes, avec la parution d'UNIVERSALIA. Ce volume annuel, de même reliure et de même format que l'Encyclopædia, est proposé aux souscripteurs qui le désirent à des conditions exceptionnelles.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, demandez votre dossier gratuit - sans le moindre engagement. Il vous suffit de poster le bon ci-dessous ou d'appeler le 320.02.31 (répondeur automatique 24 h/24).

**Le Club Français du Livre
7, rue Armand-Moisant,
75754 PARIS Cedex 15**

**Avantages spéciaux actuellement réservés
aux souscripteurs :**

• En cadeau :

L'Atlas Géant International

Cet extraordinaire atlas de 500 pages au format géant (383 x 285 mm) est le plus complet jamais réalisé. Il a nécessité quelques 12 millions de francs d'investissements et plus de 10 années de travail.

• Un crédit avantageux

Vous pouvez, si vous le désirez, étaler le paiement de votre Encyclopædia sur une durée allant jusqu'à 3 ans.

• Un privilège à vie

pour toute nouvelle édition

Si nous sortions dans l'avenir une nouvelle édition de l'Encyclopædia Universalis, vous pourriez, à toute époque de votre choix et en échange de l'édition actuelle, acquérir cette nouvelle édition pour le tiers de son prix.



"Nous pensons que
l'Encyclopædia Universalis est
le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne..."
Le Monde

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Bon pour une documentation Gratuite

OUI, je désire faire plus ample connaissance avec l'Encyclopædia Universalis et connaître vos avantageuses formules de paiement. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant Dossier UNIVERSALIS.

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal | | | | | Localité _____

(Offre valable uniquement pour la France métropolitaine)

Renvoyez ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre,
7, rue Armand-Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.

04430 01100

PROCHE-ORIENT

L'Iran en quête d'un président

(Suite de la première page.)

Les étudiants islamiques, qui suivent la ligne de l'imam — c'est-à-dire la ligne qui défend les valeurs islamiques — se sont acquiescés de cette mission avec une maîtrise remarquable. Comme dans un jeu de quilles, ils ont fait tomber, les uns après les autres, les personnalités « modérées » qui auraient pu faire acte de candidature. Leur arme favorite ? Les « documents secrets » qu'ils tirent ponctuellement d'un fonds apparemment inépuisable, les archives de l'ambassade américaine, pour discréditer les adversaires, pour discréditer l'islamisme tel que le conçoit l'imam Khomeiny.

Quelques jours avant l'ouverture de la campagne électorale, le mois dernier, deux « présidents » ont ainsi été mis hors de course : MM. Rahmatollah Moghadas, le chef du parti radical, et Mehdi Bazargan, ancien chef du gouvernement, dont la chute avait été précipitée par l'occupation de l'ambassade américaine. Accusé d'« intelligence avec l'ennemi », M. Moghadas a été contraint d'entrer dans la clandestinité. M. Bazargan, pour sa part, a ramené à se présenter aux élections après l'arrestation de l'un de ses proches collaborateurs, M. Abbas Amir Entezam, ancien ambassadeur

à Stockholm, qui est inculpé d'« espionnage au profit des Américains ».

Mis en cause personnellement, M. Bazargan se consacre à la tâche ingrate de réhabiliter son parti et ses amis politiques.

D'autres « indéfectibles » ayant refusé de passer à travers les mailles du filet, la « guillotine », installée derrière les hauts murs de l'ambassade américaine, continue à fonctionner après l'ouverture de la campagne électorale. Les « étudiants islamiques » ont fourni à un moine de Meched, le journaliste Ali Taheri, des documents compromettants pour les trois principaux dirigeants du parti républicain islamique proche de l'imam Khomeiny qui avait désigné comme candidat M. Jafarollah Farzi, intégriste musulman d'extrême droite.

Simultanément, on découvre que ce dernier n'était pas d'« origine iranienne » — comme l'exige la Constitution — mais de père et mère algériens naturalisés. M. Farzi dut se retirer de la compétition au grand dam du clergé conservateur qui le soutient. Le candidat de l'extrême gauche, M. Masoud Rajavi, le chef des moudjahidines du peuple (mouvement progressiste) a connu un sort analogue. On lui fit remarquer, la

semaine dernière, que son parti n'avait pas approuvé, lors du référendum du décembre dernier, la Constitution islamique. Il ne pouvait donc prétendre à la présidence fondée sur cette même loi fondamentale (le 22 janvier).

Entre-temps, le ministère de l'Intérieur a écarté parmi les cent six candidats, vraisemblablement avec raison, une trentaine de « farfelus » et de « déséquilibres ». Restent dans la course un homme qui ne convient pas au guide de la révolution iranienne : l'amiral Abolhasan Madani, qui a démissionné de ses fonctions de gouverneur du Khuzestan et du haut commandement de la marine de guerre, pour se présenter aux élections. Surmonté, grâce à un jeu de mots persan, « Madani coup d'Etat », il est considéré comme d'autant plus dangereux qu'il aurait le soutien des gros possédants, des ci-devants et de couches sociales aspirant à l'« ordre ». Il passait pour être, avec M. Beni Sadr, l'un des deux « favoris » de la course à la présidence.

L'amiral Madani a eu l'impression de se lancer, le mardi 22 janvier, un défi à ses adversaires. « Quelqu'un posséderait des documents compromettants pour moi et s'adresserait de les publier, serait en train de la révolution et de l'Islam », les « étudiants islamiques » l'ont pris au mot. Avec une promptitude exemplaire, ils ont remis dès le lendemain à la presse, un rapport confidentiel, puis dans les archives de l'ambassade américaine, qui le mettrait en accusation : il aurait contribué au départ clandestin d'Iran d'un nouveau général Pahlavi, partisan du chaos, qui serait l'un des chefs accusés de la contre-révolution ; d'autre part, l'un des « hommes de paille » de l'amiral Madani — selon les termes de l'auteur du rapport américain — aurait pris contact en octobre dernier avec un agent des États-Unis pour solliciter la soutien de Washington à la candidature du gouverneur du Khuzestan aux élections présidentielles. Du même coup, le sort électoral de l'amiral Madani

est scellé, et sa carrière politique compromise. Restent en lice deux candidats « sérieux », MM. Beni Sadr et Hassan Habibi. L'un et l'autre sont des musulmans laïques, des universitaires, le premier spécialiste en économie, le second en géologie, qui ont passé une quinzaine d'années d'exil en France. Ils se partagent les faveurs du clergé, mais M. Habibi a obtenu — après M. Farzi — le soutien massif, encore officieux, du parti républicain islamique dirigé par l'ayatollah Bahadri. Ce dernier est cependant un semi-dignitaire depuis que l'ayatollah Ali Khomeini a affirmé, devant des « documents compromettants » à son sujet, qu'il ne soutient d'autre part dans les milieux généralement bien informés que la « guide de la révolution » est « mécontent » des diverses prises de position de M. Beni Sadr, naguère considéré comme un « fils spirituel ». Il n'en reste pas moins que le frère, le petit-fils et le gendre du chef de la révolution iranienne soutiendraient M. Beni Sadr. Toutefois, la fille de l'imam a appelé les femmes à voter pour M. Habibi.

Les Iraniens se rendent donc aux urnes sans avoir eu juste lequel des candidats a reçu la bénédiction, indispensable pour beaucoup d'entre eux, de l'imam Khomeiny. A moins que les « étudiants islamiques » ne poursuivent entre les deux tours de scrutin — jugés comme probables par nombre d'observateurs — leur jeu de massacre qui aboutirait à désigner d'avance le premier président de la République.

ERIC ROULEAU.

EN VISITE EN FRANCE

Des représentants du mouvement israélien

La paix maintenant

cherchent des appuis dans la communauté juive

Une délégation du mouvement israélien Shalom Achav (La Paix maintenant) a tenu, mercredi 23 janvier à Paris, une conférence de presse destinée à mieux faire connaître ses positions et ses objectifs. Cette délégation qui revenait de Strasbourg s'est rendue en France pour mener un dialogue avec les dirigeants de la communauté juive et leur demander leur appui moral et financier. Le voyage de la délégation avait été financé par des contributions volontaires.

Né en 1978, à l'appel de trois cents cinquante citoyens de réserve, le mouvement La Paix maintenant se place dans une perspective humanitaire, mais se défend d'être « politique ». C'est au nom du dialogue qu'il appelle la communauté juive à compléter la paix avec l'Égypte par de véritables négociations « avec toute l'humanité ». Les représentants du mouvement israélien ont déclaré que la position actuelle d'Israël dans les négociations sur l'autonomie des territoires occupés, les représentants de « La Paix maintenant » ont fait savoir que tous les mouvements israéliens d'opposition s'efforcent de se faire connaître à l'étranger, y compris le Gush Emunim. Il fallait, selon eux, inciter le gouvernement israélien à prendre des mesures pour engager un véritable dialogue avec les Palestiniens de bonne volonté. — R.D.

AVIS AUX IRANIENS

RÉSIDENT EN FRANCE ET AU PORTUGAL :

Dans le cadre du programme des élections présidentielles et conformément au premier chapitre de la nouvelle partie de la Constitution de la République islamique d'Iran et d'après l'article de la loi sur les premières élections présidentielles de la République islamique d'Iran, un Comité de surveillance aux élections présidentielles a été formé et il a été décidé que tout iranien âgé de seize ans et plus doit se présenter à l'Ambassade d'Iran, 4, avenue d'Iéna, 75116 PARIS, muni de son passeport ou de sa carte d'identité iranienne, le vendredi 30 janvier 1980, de 8 heures du matin jusqu'à 18 heures, pour voter en présence du Comité chargé des élections à l'Ambassade d'Iran.

Ambassadeur de la République islamique d'Iran

PERSPECTIVES ARABES

prévue pour le 21 janvier est reportée au

JEUDI 7 FÉVRIER

MÊME ENDROIT, MÊME HEURE

Au cours de cette réunion, M. l'ambassadeur d'Algérie traitera les sujets suivants : les relations économiques de l'Algérie et la coopération avec les entreprises françaises.

PERSPECTIVES ARABES

22-28-31

La réunion « Pour la Paix maintenant » a lieu le 24 janvier à 20 h. 30 et non à 21 h. 30, comme annoncé dans le *Monde* du 24-1-1980, page 7. Au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris.

LA PLAQUE TOURNANTE DE L'EUROPE

Nous vous offrons 387 vols par semaine vers l'Europe des affaires.



L'Europe est une réalité chaque jour plus vivante. Voilà pourquoi chaque semaine nos avions décollent de Paris-Charles de Gaulle et y atterrissent aux heures qui vous conviennent le mieux. 387 vols Air France vous relient en permanence à 24 grands centres européens.

Et si, pour vos voyages rapides, vous n'avez qu'un bagage à main, nous vous attendons en satellite jusqu'à 15 mn avant l'embarquement.

Votre temps est précieux, vos besoins sont précis. C'est la raison pour laquelle nous vous offrons au départ de Paris le plus grand choix de vols et d'horaires.

Renseignez-vous dans les agences Air France ou chez votre Agent de voyages. Nous avons sûrement le voyage qu'il vous faut.

Amsterdam...26	Francfort...27	Manchester...28	Stockholm...7
Berlin...12	Genève...34	Milan...11	Stuttgart...6
Bruxelles...27	Göteborg...7	Munich...13	Turin...6
Cologne...6	Hambourg...13	Oslo...7	Vienne...7
Copenhague...20	Helsinki...7	Rome...21	Vienne...7
Düsseldorf...19	Londres...47	Rotterdam...10	Zürich...19

Au départ de Paris.

هكذا من الأصل

Paris et leur co

Paris et leur co... (Text continues with details about Paris and its surroundings, mentioning various locations and events.)

CORR

LA PROCHAINE

La prochaine... (Text continues with details about upcoming events or news.)

DIPLOMATIE

EN SE RENDANT À NEW-DELHI

M. Giscard d'Estaing souhaite donner « un nouvel élan » à la coopération franco-indienne

Le président Giscard d'Estaing a commencé, vendredi 23 janvier en fin de matinée, une visite officielle de quatre jours en Inde d'estime à relancer la coopération entre les deux pays. La presse de New-Delhi met tout particulièrement l'accent, ce jeudi, sur la collaboration dans le domaine nucléaire.

Le président Giscard d'Estaing entend donner, à l'occasion de sa visite à New-Delhi, ce qu'il est convenu d'appeler à Paris « un nouvel élan » à la coopération franco-indienne. Celle-ci existe depuis de nombreuses années, notamment dans les domaines scientifique et technique, mais les relations économiques et commerciales sont demeurées à un niveau très modeste.

L'Inde, qui s'est portée à ces questions au cours de cette visite, est marquée par la présence dans la délégation française de M. Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, et de M. Jean-Pierre Duvall, directeur de l'Inde au sein du ministère de l'Industrie.

Le nouveau gouvernement indien venant à peine d'être installé, on ne peut s'attendre à la signature d'un grand nombre de traités. Mais la visite de M. Giscard d'Estaing est l'occasion pour les deux pays de se rencontrer et d'échanger des idées. Dans les deux pays, les relations économiques et commerciales sont demeurées à un niveau très modeste.

La France et l'Inde entretiennent depuis près de vingt ans une coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire. Paris a fourni environ trois cents techniciens et ingénieurs indiens, tandis que l'Inde a fourni à la France des réacteurs d'eau lourde, livrés à un rythme régulier. Cette coopération est considérée comme importante.

La France et l'Inde entretiennent depuis près de vingt ans une coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire. Paris a fourni environ trois cents techniciens et ingénieurs indiens, tandis que l'Inde a fourni à la France des réacteurs d'eau lourde, livrés à un rythme régulier. Cette coopération est considérée comme importante.

LES PROBLÈMES BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ

La Grande-Bretagne modère sensiblement la présentation de ses revendications

La Grande-Bretagne a changé de ton, mais les moyens de satisfaire ses revendications budgétaires au sein de la Communauté européenne n'apparaissent toujours pas clairement. Telle est la conclusion qu'on peut tirer des entretiens qu'a eus, mercredi 23 janvier, à Paris, Sir Ian Gilmour, lord du sceau privé (ministre chargé des affaires européennes), avec M. Barre, François Ponsot, et Monory.

« Nous ne cherchons pas à affaiblir le principe (broad balance), mais sa mise en œuvre », a déclaré Sir Ian Gilmour. Bien que M. Barre ait déjà promis, au terme de l'inter-consultation britannique, le fait que la Grande-Bretagne ne fera pas de la dévaluation un moyen de faire preuve d'un esprit de compromis, il apparaît qu'elle revendiquait toujours une augmentation de 1,1 % de son budget. La Grande-Bretagne a cependant promis de réduire son budget de 1,1 %.

se satisfait sous forme de réductions de ce que ses partenaires proposent à Dublin. Le reste pourrait être trouvé sous forme d'actions communes : politiques, budgétaires et régionales, des transports, etc. Mais ne s'agit-il pas de interventions déviantes ? Si dans quel délai devraient-elles être prises ?

La Grande-Bretagne modère sensiblement la présentation de ses revendications. Elle a promis de réduire son budget de 1,1 %. Elle a également promis de réduire son budget de 1,1 %.

M. Barre a souligné que si des arrangements budgétaires étaient possibles, il s'agit de savoir si la Grande-Bretagne accepte les principes de la Communauté, sans quoi se poserait la question de savoir si elle est prête à accepter les principes de la Communauté.

M. Barre a souligné que si des arrangements budgétaires étaient possibles, il s'agit de savoir si la Grande-Bretagne accepte les principes de la Communauté, sans quoi se poserait la question de savoir si elle est prête à accepter les principes de la Communauté.

ARABES

EUROPE

Paris et Tunis vont renforcer leur coopération culturelle

M. Mohamed Mzali, ministre tunisien de l'éducation, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération culturelle.

Le ministre tunisien de l'éducation, M. Mohamed Mzali, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération culturelle.

Paris et Tunis vont renforcer leur coopération culturelle

M. Mohamed Mzali, ministre tunisien de l'éducation, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération culturelle.

Le ministre tunisien de l'éducation, M. Mohamed Mzali, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération culturelle.

Le ministre tunisien de l'éducation, M. Mohamed Mzali, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération culturelle.

AFRIQUE

El Salvador

San Salvador, 23 janvier. — Après les troubles du mardi 22 janvier, les autorités salvadoriennes ont tenté de reprendre la situation en main, jusqu'alors contrôlée dans la mesure du possible.

San Salvador, 23 janvier. — Après les troubles du mardi 22 janvier, les autorités salvadoriennes ont tenté de reprendre la situation en main, jusqu'alors contrôlée dans la mesure du possible.

Amériques

Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation

De notre envoyé spécial. Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation.

De notre envoyé spécial. Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation.

Canada

« Retrouvailles » franco-acadiennes

Un Acadien est un être de poète. Depuis des siècles, les Acadiens ont été les bienvenus en France.

Un Acadien est un être de poète. Depuis des siècles, les Acadiens ont été les bienvenus en France.

CORRESPONDANCE

LA PROCHAINE FERMETURE DU LYCÉE CARNOT

À la suite de l'article paru dans le Monde du 19 janvier, nous sommes en mesure de vous donner les éléments suivants :

À la suite de l'article paru dans le Monde du 19 janvier, nous sommes en mesure de vous donner les éléments suivants :

À la suite de l'article paru dans le Monde du 19 janvier, nous sommes en mesure de vous donner les éléments suivants :

AFRIQUE

El Salvador

San Salvador, 23 janvier. — Après les troubles du mardi 22 janvier, les autorités salvadoriennes ont tenté de reprendre la situation en main, jusqu'alors contrôlée dans la mesure du possible.

Amériques

Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation

De notre envoyé spécial. Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation.

Canada

« Retrouvailles » franco-acadiennes

Un Acadien est un être de poète. Depuis des siècles, les Acadiens ont été les bienvenus en France.

Le P.S. reproche à M. Marchais de « ménager » M. Giscard d'Estaing

Le bureau exécutif du P.S., réuni mercredi soir 23 janvier à Paris, a adopté à l'unanimité une déclaration condamnant « le langage de la désunion » tenu, lundi soir à Antenne 2, par M. Georges Marchais, et expliquant ce langage par une « obsession présidentielle. M. Marchais « a ménagé M. Giscard d'Estaing ».

La déclaration adoptée par le Bureau national précise : « C'est un spectacle affligeant de voir le spectacle sévissant d'un grand parti, le P.C., tenter de justifier l'absence de son rôle historique par l'émission, Georges Marchais, sur quasiment accord avec les dirigeants du P.S., de travailleurs de France victimes de la politique de répression sociale des patronat et du gouvernement

[illegible][illegible]

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres a réuni le mercredi 23 janvier, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, après avoir évoqué les sanctions contre M. Sakharov (page 4) et la question du boycottage des Jeux olympiques (page 7), le communiqué déclare :

Le ministre de l'Industrie a présenté une communication sur l'état de la politique énergétique en 1979, et sur les premières décisions d'adaptation de cette politique rendues nécessaires par les récentes hausses du pétrole.

Conformément aux décisions du Conseil restreint du 19 janvier, le développement de la production nationale d'hydrocarbures et de la prospection du territoire français en zone économique maritime est encouragé ; les prospections terrestres et maritimes du territoire national représenteront d'ici cinq ans plus de cinq milliards de francs de investissements. Dans le même temps, un effort technologique de

ande ampleur sera accompli dans le domaine de la prospection marine des huiles lourdes. Il devra permettre aux pétroliers américains d'être, aux pertinences privilégiées des Etats producteurs.

La consommation de charbon dans l'industrie et le chauffage collectif a été développée grâce notamment à l'intervention des aides financières de l'État et de l'Agence pour les économies d'énergie et à un programme de recherche et de développement visant à moderniser les techniques de manipulation et d'utilisation du charbon. Les ressources charbonnières du bassin de Provence seront valorisées dans la réalisation d'une centrale.

Le conseil a étudié les différents moyens de renforcer la sécurité des approvisionnements charbonniers.

tat : dès 1980, 40 000 chauffe-eaux solaires seront installés grâce à des contrats offerts aux maîtres d'ouvrage et les opérations de géothermie permettront le raccordement de 25 000 logements. ■ développement des réseaux d'utilisation de la chaleur sera encouragé.

Le ministre de l'Agriculture et la

ministre de l'Industrie ont fait adopter, dans le cadre de la politique solaire, les premiers éléments du programme vert pour l'énergie » dont le principe avait été arrêté lors de la dernière conférence annuelle agropola.

La perspective à long terme de l'ensemble de notre approvisionnement en énergie seront examinées au cours d'un prochain conseil central de planification.

« Ainsi, » déclarait le président de la République, grâce à l'effort de tous les Français, l'année 1979 aura permis d'observer à la fois une diminution (■ %) de notre consommation de pétrole, un accroissement de

39 ■ ■ ■ la production d'électricité nucléaire et une forte accélération des économies d'énergie, qui ont atteint l'équivalent de 15 millions de tonnes de pétrole. Les efforts de réduction de notre dépendance pétrolière seront accentués au cours des prochaines ■ ■ ■ ■ ■ côté du nucléaire, l'effort ■ ■ ■ ■ ■ intensifié pour ■ ■ ■ ■ ■ la consommation du charbon et le recours aux eaux chaudes pour le chauffage collectif.

■ LA SITUATION DE L'EMPLOI

nombre des licenciements économiques a régressé de 15 %. La baisse est plus sensible pour les licenciements résultant d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation des biens (18 %).

travaux publics s'est poursuivie au cours des trois premiers trimestres de 1979, mais elle a été largement compensée par le développement de l'emploi dans le secteur tertiaire : l'emploi salarié du secteur privé s'est accru de quatre vingt mille unités d'octobre 1978 à octobre 1979, c'est le

■ Le nombre de demandeurs d'emploi s'est ralenti au long de l'année 1978, passant de 21,4 %, en mai 1979 par rapport à mai 1978 à 10,6 % en décembre 1979 par rapport à décembre 1978. Cette amélioration a été obtenue malgré une évolution démographique très différente de celle des autres pays de la Communauté : entre 1974 et

1978 la population active a augmenté en France de 515 000 personnes, tandis qu'elle a diminué en Allemagne de 533 000.

En application du troisième pacte social européen, les deux gouvernements ont

Le ministre du travail a entrepris, dès le début de décembre, une nouvelle campagne pour mobiliser les employeurs et développer notamment de manière plus intensive la formule des stages pratiques en entreprise. La date limite d'inscription a été reportée du 15 décembre 1979 au 15 février 1980.

Le ministre de l'Agriculture a rendu compte des travaux du conseil agricole de la C.E.E. des 21 et 22 janvier 1980.

LE MOUTON ET LE VIN

La France a souligné l'importance que revêt le dossier de la viande ovine pour la défense de la politique

agricole commune: elle est prête à établir la libre circulation de la viande ovine dans la Communauté, à condition que des mesures de soutien des prix et des revenus des producteurs financées par la Communauté soient mises en œuvre simultanément conformément aux

La France et l'Italie ont demandé, en outre, la mise en œuvre de la distillation du vin de table prévue par la réglementation communautaire en cas de déséquilibre du marché afin de soutenir les cours et de

permettre de faire jouer la garantie de la bonne fin et, si nécessaire, la fixation d'un prix minimum à l'importation du vin. Le Conseil a adopté le principe d'une telle dissuasion et a demandé à la Commission de lui en proposer les mo-

Paris qu'a faite, à son invitation du 18 au 20 janvier, M. Mohammed Beddik Benyahia, ministre des affaires étrangères d'Algérie.

Au cours de sa visite, qu'

pendant celle que M. François
Cognigni avait effectuée en Algérie
un mois de juin dernier, M. Ber-
thiaume s'est rendu en audience par le
président de la République et le
premier ministre, et a eu plusieurs
entrevues avec le ministre des
affaires étrangères.

Ces entretiens ont confirmé les
intentions des deux gouvernements
de développer entre la France et l'Al-
gérie, dans un climat de confiance

Il est permis un échange d'avis approfondi sur les problèmes qui caractérisent actuellement les rapports bilatéraux entre les deux pays et mis en évidence une volonté commune de les améliorer.

DÉJÀ PLUS DE DIX MILLE SIGNATURES POUR L'UNION DANS LES LUTTES

Nous poursuivons, comme nous l'avons annoncé, la publication de la suite (de G à Z) du premier millier de signatures qui nous sont parvenues. Plus de neuf mille nous ont été adressées jusqu'ici, et le courant s'amplifie de jour en jour. Nous en porterons prochainement.

[illegible]

En quelques semaines, l'Appel des Cent s'est ainsi élargi pour devenir un appel populaire. Simultanément, les signatures collectives l'ont emporté sur les signatures individuelles. Une première vague fut suivie d'une deuxième, plus importante, et d'une troisième, encore plus importante, qui a permis d'élargir considérablement le mouvement.

[illegible]

Le même phénomène s'observe dans l'ensemble du pays : à Toulouse (Bréguet) ; à Benault-Sandouville ; à Camille ; les militants C.G.T., C.F.D.T., F.N.R. recueillent trois cents signatures ; à Béthune (Côtes-du-Nord) ; et les travailleurs de F.N.R. adressent à Roubaix d'une seule et même voix, cent cinquante

Tout est le premier bilan que nous sommes en mesure de dresser. Le mouvement est collectif de signaux pour l'avenir dans les luttes et les révolutions. Mais il est aussi la reconnaissance de la nécessité de la lutte pour la reconnaissance laïcité et l'entreprise qui vont pas encore dit touchés. Signes et tentatives partent.

Adressez vos lettres à : Gray Box - B.P. 18 - 91818 ANTONY Cedex
 ou à : PIERRE PARANZANI, 10 rue de la Mairie, 91818 ANTONY Cedex.

[illegible]

14. M. Jean Lecoq et Willard, de
 Valpays, Raymond et Madeleine
 Lecoq, de Valpays.
 Michel Lannier, Claude Manchon,
 de La Roche-Beaucourt.
 15. Jean Laroche, Léo Laroche,
 16. Raymond Pons, de Mazaugues.
 17. Jean Laroche, de Mazaugues.
 18. Jean Laroche, de Mazaugues.
 19. Jean Laroche, de Mazaugues.
 20. Jean Laroche, de Mazaugues.
 21. Jean Laroche, de Mazaugues.
 22. Jean Laroche, de Mazaugues.
 23. Jean Laroche, de Mazaugues.
 24. Jean Laroche, de Mazaugues.
 25. Jean Laroche, de Mazaugues.
 26. Jean Laroche, de Mazaugues.
 27. Jean Laroche, de Mazaugues.
 28. Jean Laroche, de Mazaugues.
 29. Jean Laroche, de Mazaugues.
 30. Jean Laroche, de Mazaugues.
 31. Jean Laroche, de Mazaugues.
 32. Jean Laroche, de Mazaugues.
 33. Jean Laroche, de Mazaugues.
 34. Jean Laroche, de Mazaugues.
 35. Jean Laroche, de Mazaugues.
 36. Jean Laroche, de Mazaugues.
 37. Jean Laroche, de Mazaugues.
 38. Jean Laroche, de Mazaugues.
 39. Jean Laroche, de Mazaugues.
 40. Jean Laroche, de Mazaugues.
 41. Jean Laroche, de Mazaugues.
 42. Jean Laroche, de Mazaugues.
 43. Jean Laroche, de Mazaugues.
 44. Jean Laroche, de Mazaugues.
 45. Jean Laroche, de Mazaugues.
 46. Jean Laroche, de Mazaugues.
 47. Jean Laroche, de Mazaugues.
 48. Jean Laroche, de Mazaugues.
 49. Jean Laroche, de Mazaugues.
 50. Jean Laroche, de Mazaugues.
 51. Jean Laroche, de Mazaugues.
 52. Jean Laroche, de Mazaugues.
 53. Jean Laroche, de Mazaugues.
 54. Jean Laroche, de Mazaugues.
 55. Jean Laroche, de Mazaugues.
 56. Jean Laroche, de Mazaugues.
 57. Jean Laroche, de Mazaugues.
 58. Jean Laroche, de Mazaugues.
 59. Jean Laroche, de Mazaugues.
 60. Jean Laroche, de Mazaugues.
 61. Jean Laroche, de Mazaugues.
 62. Jean Laroche, de Mazaugues.
 63. Jean Laroche, de Mazaugues.
 64. Jean Laroche, de Mazaugues.
 65. Jean Laroche, de Mazaugues.
 66. Jean Laroche, de Mazaugues.
 67. Jean Laroche, de Mazaugues.
 68. Jean Laroche, de Mazaugues.
 69. Jean Laroche, de Mazaugues.
 70. Jean Laroche, de Mazaugues.
 71. Jean Laroche, de Mazaugues.
 72. Jean Laroche, de Mazaugues.
 73. Jean Laroche, de Mazaugues.
 74. Jean Laroche, de Mazaugues.
 75. Jean Laroche, de Mazaugues.
 76. Jean Laroche, de Mazaugues.
 77. Jean Laroche, de Mazaugues.
 78. Jean Laroche, de Mazaugues.
 79. Jean Laroche, de Mazaugues.
 80. Jean Laroche, de Mazaugues.
 81. Jean Laroche, de Mazaugues.
 82. Jean Laroche, de Mazaugues.
 83. Jean Laroche, de Mazaugues.
 84. Jean Laroche, de Mazaugues.
 85. Jean Laroche, de Mazaugues.
 86. Jean Laroche, de Mazaugues.
 87. Jean Laroche, de Mazaugues.
 88. Jean Laroche, de Mazaugues.
 89. Jean Laroche, de Mazaugues.
 90. Jean Laroche, de Mazaugues.
 91. Jean Laroche, de Mazaugues.
 92. Jean Laroche, de Mazaugues.
 93. Jean Laroche, de Mazaugues.
 94. Jean Laroche, de Mazaugues.
 95. Jean Laroche, de Mazaugues.
 96. Jean Laroche, de Mazaugues.
 97. Jean Laroche, de Mazaugues.
 98. Jean Laroche, de Mazaugues.
 99. Jean Laroche, de Mazaugues.
 100. Jean Laroche, de Mazaugues.

[illegible]

nde Marehand, P.G.; Claudine
and, P.S.: Norman; Marchand,
Jean M., Daniel Marcy,
Paul Martier, P.C.; George
Martel, P.S.; Claude Martin;
and et Michel;
et Lucien Mercier;
et Marie, P.C.; Gérard Merz;
René Messier, P.S.; Jeanne
Francoise, P.S.;
Proulx; Martin de Milloia,
Francis et Paule Mill, P.S.

Jones; Albert Vinas; Marie-Jo
 Favard-Carrigues, P.C. - 32; Roger
 Navarri; Robert Spindichino, P.S.
 - 33; Jean-Pierre L'Esperance; An-
 baud, Martine; André Sapely,
 Langon. - 34; Roustan Malaco,
 P.C.; Jacques Roustan; André
 Roustan, P.S.; Jean-Pierre
 Landreau, P.C.; Vigoroux, P.S.; Mont-
 Pellier; Françoise Bernaudat, P.S.
 Saint-Jean; Jean-Pierre L'Esperance;
 Michel Lagre, Comma-
 servants; Halliot; Jacques Ron-
 d'Ossa. - 71; Jacques Le Moul-
 P.C. Chalon. - 74; René Tou-
 lovia, P.C. Anancy. 78; Henri
 L'Esperance, P.S.; Jean-Pierre
 P.C.; Claude Hurvi; Jean-Marie
 Hurvi; Claudine Kernea. P.C.;
 Nadine Landreau; Renée Laque-
 re, P.S.; Jean-Pierre L'Esperance;
 Leblanc; Marie Meyniel; Patrice
 Meyniel; Jean-Pierre et Thérèse
 Meyniel; Claude L'Esperance;
 Thérèse Chantal, Jean et J.-Pierre
 Noël; Monique Jean; Albert Pe-

P.C. : Aurèle LACOUTURE ; Milano
 Agnès, P.C. : Jean LACOUTURE ;
 Agnès, P.C. : Jean MANEGATTE ;
 Poncet, P.S. : Pierre POPA, P.S. ;
 Agnès, P.C. : Jean POPA, P.S. ;
 Thorey, P.C. : Henri et Michèle
 René LEVIN, P.S. ; Raymond
 LACOUTURE, P.S. ;
 Mosier, P.S.U. ; Herliay ; Jacques
 Lorette, P.S. ; Louvins ; Jacques
 Hux, P.S. ; Madeleine et Raymond
 Scalabr, Montmorency.

Notre campagne pour l'union dans les luttes implique de grosses dépenses. Il est indispensable que vous souteniez cette action en versant de l'argent, en collectant autour de vous.

Adressez ce chèque à :
 III, rue du Cherche-Midi, PARIS - C.C.F. 75009 10 PARIS.

SCIENCES

APRÈS LES FUITES RADIOACTIVES DANS LA MANCHE
Les élus socialistes et communistes s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague

Des écologistes du mouvement Green Peace sont arrivés sur place

Cherbourg. — Après le récent meeting de Cherbourg où les socialistes ont tenu leur assemblée régionale, les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg.

Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg.

De notre correspondant

Le 24 janvier, les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg.

Le 24 janvier, les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg. Les élus socialistes et communistes de la Manche s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague, qui est située aux confins de la Manche, à l'extrémité de la presqu'île de Cherbourg.

LE PREMIER PRIX EUROPÉEN DE LA RECHERCHE INFORMATIQUE EST DÉCERNÉ À UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS

Le premier prix européen de la recherche C.I.L. Honeywell-Bull a été décerné à M. Jean-Louis Lenoir, professeur de programmation à l'université de Paris-VI, pour ses travaux sur les transformations de programmes. D'un montant de 50 000 F, le prix a été remis au lauréat le mardi 24 janvier, par M. Alain, secrétaire général chargé de la recherche, à l'issue des 30 jours de compétition organisée par C.I.L.-H.B. pour faire le point sur l'ensemble de la recherche en informatique en France et en Europe.

Le 24 janvier 1980 au Palais de la Recherche, M. Jean-Louis Lenoir, professeur de programmation à l'université de Paris-VI, pour ses travaux sur les transformations de programmes. D'un montant de 50 000 F, le prix a été remis au lauréat le mardi 24 janvier, par M. Alain, secrétaire général chargé de la recherche, à l'issue des 30 jours de compétition organisée par C.I.L.-H.B. pour faire le point sur l'ensemble de la recherche en informatique en France et en Europe.

En service depuis 1958

LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE G-2 DE MARCOULE VA ÊTRE DÉFINITIVEMENT ARRÊTÉ

Le réacteur nucléaire G-2, situé à Marcoule (Gard), doit être arrêté définitivement. Le réacteur nucléaire G-2, situé à Marcoule (Gard), doit être arrêté définitivement. Le réacteur nucléaire G-2, situé à Marcoule (Gard), doit être arrêté définitivement.

Une visite de cinq heures

Une visite de cinq heures a été organisée pour les élus socialistes et communistes de la Manche à l'usine nucléaire de La Hague. Une visite de cinq heures a été organisée pour les élus socialistes et communistes de la Manche à l'usine nucléaire de La Hague.

GALERIE DE L'ASSEMBLÉE
SOLDES
CANAPES
CANAPES
MEUBLES
LUMINAIRES
à prix Palais-Bourbon (75)
705-13-30

Une fête d'anniversaire se sera produite le 9 janvier, selon la C.F.D.T. dans l'enceinte des installations d'enrichissement d'Oradour. Une fête d'anniversaire se sera produite le 9 janvier, selon la C.F.D.T. dans l'enceinte des installations d'enrichissement d'Oradour.

Naissances

M. et Mme Fernand Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Décès

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont perdu leur fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Naissances

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Décès

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont perdu leur fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

CARNET

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Remerciements

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Avie de messe

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Concours

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Soutenances de thèses

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

Quand on est deux

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

DIAMANTS

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

L'UNION FAMILIALE

M. et Mme Jeanne Guillou, 12, rue de la République, 14000 Mont-de-Marsan, ont eu un fils, Baptiste, le 24 janvier 1980.

ne vous laissez pas grossir. confiance à CENTREX
C'est n'est pas si facile de maigrir. Alors, ne vous laissez pas grossir. Prenez de l'exercice, ne serrez pas votre ceinture. A table, refusez le deuxième passage du plat, si vous buvez Contrex. Boire Contrex, c'est être utile, utile pour stimuler l'élimination. Pour éviter d'avoir un jour à mener un combat plus difficile, laissez confiance à Contrex.

**ŒUVRES MINÉURES,
MARSEILLE DE PADOUË**
par C. Joudy et J. Quillet
(Bilingue : français - latin).
16 X 24. 328 pages, relié.
ISBN 2-822-81921-4

Documentation visible sur demande

Éditions du CNRS
15 quai Anatole France, 75700 Paris

[illegible]

[REDACTED]

REPRODUCTION INTERACTIONS

[illegible]

ALPES DU SUD

LA FOUX D'ALLOS

Résidences **LES QUATRE SAISONS**

VISTEZ LES STUDIOS
SONT GRATUITS!

20.70 m² • balcon 6.95 m² • 105.000 F

Prix ferme et définitif, parking inclus. Livrables : Piqueux 1980

SAE S.A.
Société Anonyme à Capital Variable
Immeuble "Les Minimes"
Rue de la République - 06100 Biot

BMO 44
44 rue Pierre, 06100 Biot
Tél. 04 93 24 24 44 et 04 93 24 24 45

Pour tous renseignements concernant cette rubrique : Mme P. BALAGUER, 233-44-21 et P.A. « LE MONDE » 246-72-23

Le Monde

régions

Ile-de-France

Reprise du travail chez les taxis parisiens
Rien n'est réglé

Après quatre jours de grève, les taxis parisiens reprennent le travail à 10 heures ce vendredi 25 janvier. Mais rien n'est réglé. Les chauffeurs de taxi ont obtenu la reconnaissance de leur syndicat, la Fédération nationale des chauffeurs de taxi (F.N.C.T.), mais les conditions de travail n'ont pas été réglées. Les chauffeurs de taxi ont obtenu la reconnaissance de leur syndicat, la Fédération nationale des chauffeurs de taxi (F.N.C.T.), mais les conditions de travail n'ont pas été réglées.

Corse

Avant la manifestation
du 26 janvier

Le conseil général de la Corse a adopté, le 24 janvier, un projet de loi relatif à la manifestation du 26 janvier. Le conseil général de la Corse a adopté, le 24 janvier, un projet de loi relatif à la manifestation du 26 janvier.

Bourgogne

M. Charles Delaunay, député de la Bourgogne, a été élu président du conseil régional de Bourgogne. M. Charles Delaunay, député de la Bourgogne, a été élu président du conseil régional de Bourgogne.

Fin de la grève des bus à Caen

La grève des chauffeurs de bus à Caen s'est terminée ce vendredi 25 janvier. La grève des chauffeurs de bus à Caen s'est terminée ce vendredi 25 janvier.

Picardie

LA VILLE D'AMENS SE LANCE
DANS UN AMBITIEUX
PROGRAMME D'AMÉLIORATION
DU RÉSEAU D'AUTOBUS

Amiens. — La guerre des bus qui paraissait apaisée, repart de plus belle à Amiens (Somme). La municipalité d'Amiens se lance dans un ambitieux programme d'amélioration du réseau d'autobus.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

COLÈRE CHEZ LES AGRICULTEURS DU VAR

Quand l'Arabie Saoudite achète au prix fort

Draguignan. — Les organisations professionnelles agricoles du Var viennent de réagir avec vigueur à l'acquisition, par un banquier saoudien, d'un domaine de 300 hectares sur la commune d'Ampus, près de Draguignan. Elles constatent le montant élevé de la transaction — 7 millions de francs — qu'elles jugent « sans aucune mesure » avec la valeur agricole de la propriété et qui a contrarié la Société d'am-

De notre correspondant régional

Exploité depuis toujours — il est compté jusqu'à deux mille ans de moutons — le domaine de Ampus, en 1969 la propriété de deux agriculteurs d'Algérie, MM. Rime et Couderc, qui l'ont remis en vente l'an dernier. A l'annonce de son acquisition par un banquier saoudien, les agriculteurs de la commune de Ampus, en 1969 la propriété de deux agriculteurs d'Algérie, MM. Rime et Couderc, qui l'ont remis en vente l'an dernier.

Rhône-Alpes

PLUSIEURS MILLERS
DE CAMIONS SONT BLOQUÉS
AU TUNNEL DU MONT-BLANC

Grénoble. — Le tunnel du Mont-Blanc était à nouveau bloqué ce vendredi 25 janvier, à la suite d'une avalanche qui a entraîné un camion à la verticale de la route italienne de Gressoney. Les camions sont bloqués au tunnel du Mont-Blanc.

AU CONSEIL RÉGIONAL

Il faudrait vingt-quatre avions Canadair
pour lutter contre les feux de forêt

Marseille. — Plus de trente mille hectares de forêts sont en danger dans les Bouches-du-Rhône. Il faudrait vingt-quatre avions Canadair pour lutter contre les feux de forêt.

De notre correspondant régional

Une vaste campagne de sensibilisation des habitants se poursuit dans les zones à risque. Une vaste campagne de sensibilisation des habitants se poursuit dans les zones à risque.

Les conseils régionaux

L'Alsace a été écartée de la réunion du conseil régional du Var. L'Alsace a été écartée de la réunion du conseil régional du Var.

De notre correspondant régional

Une vaste campagne de sensibilisation des habitants se poursuit dans les zones à risque. Une vaste campagne de sensibilisation des habitants se poursuit dans les zones à risque.

BROCANTE DU BATIMENT
Cheminées, carrelages, tuiles, peintures, stucos.
CHANTIER OUVERT AU PUBLIC.
La Brocante du Bâtiment rénove son entrepôt et propose au public pendant la durée des travaux des prix exceptionnels sur toutes ses cheminées d'époque.
Alors jusqu'au 3 Février 1980 profitez-en et faire l'affaire de l'année de votre cheminée.
Jusqu'au 3.02.80
PRIX EXCEPTIONNELS
SUR TOUTES NOS CHEMINÉES.
BROCANTE DU BATIMENT
128, Quai de Jemmapes 75010 Paris.
Tél. 203.47.51.
L'authentique moins cher que la copie.

Le Monde
DIMANCHE
Au sommaire du prochain numéro :
LES SOUFFRANCES DES TRANSSEXUELS
Un homme convaincu d'être une femme, une femme convaincue d'être un homme. Un remède : la chirurgie. Mais pas de miracles.
Par Catherine Riboit et Yves Mamou
PARADJANOV, CINÉASTE INDÉSIRABLE
Le cinéaste arménien Serge Paradjanov, arrêté, condamné en U.R.S.S. Nous l'avons interrogé à Tbilissi.
Par Anassien

POUR TRAVERSER LA MANCHE
EN VOITURE
CAR FERRIES
Sealink
VOUS OFFRE
POUR LA SAINT VALENTIN
PENDANT TOUT LE MOIS DE FÉVRIER
pour
200 F.
une traversée
à deux
avec la voiture
billets valable
10 jours
Demandez ce prix réduit
en prenant vos réservations dans les gares
bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages.
* 1 passager en plus : 100 F. - Enfant : 50 F.
SNCF



les Galeries Lafayette
prennent position
contre la hausse des prix,
et décident de lancer
chaque quinzaine,
une opération de prix
spectaculaires,
avec, comme mot d'ordre:
Priorité Prix.

Demain, première manifestation:
LA GRANDE PARADE DES PRIX
dans tout le magasin

Galeries Lafayette

AFFAIRES

La maille tient bon

Il y a trois ans, on la disait condamnée : l'industrie de la maille s'effondrait sans espoir apparent de reprise. Le plan professionnel triennal lancé en 1977 par la Fédération, afin de reprendre en main son avenir, ne faisait guère illusion. Parler de reconquête du marché intérieur et de l'emploi, alors que les femmes, possédées par la mode, jetaient aux orbes la lingerie traditionnelle, que les fabricants de collants finissaient d'entre-tuer, que le relâchement des nécessités désespérément les fabricants de layette et que les t-shirt et maillots de bain « mode de Corée » envahissaient les étals, paraissait pour le moins irréalisable.

Pourtant, le gros de la crise est passé et l'industrie de la maille est toujours debout, peut-être même un peu plus solide qu'avant. Certes, les effectifs (85 000 salariés à la fin de 1979) ont baissé au rythme d'environ 2 1/4 l'an, et une « émigration » a eu lieu qui n'a laissé sur pied que les firmes les plus solides. Certes, la balance commerciale s'est dégradée et le taux de couverture des importations par les exportations (supérieur à 100 % jusqu'en 1978) n'atteint plus que 88 %. Mais la production (88 500 tonnes en 1979) est restée stable et le chiffre d'affaires (117,7 milliards de francs en 1979) a progressé de 21,8 % depuis 1977. Les entreprises du secteur ont retrouvé, grâce à la libération des prix notamment, un équilibre financier à peu près satisfaisant, et les investissements, coupés de plus de moitié pendant la crise, ont redoublé en 1979 (ils ont doublé en cours du second semestre par rapport à l'année précédente). Les importations, enfin, en dépit d'une croissance soutenue, ne représentent plus à la fin de 1979 « que » 46 % de la consommation nationale, contre 62 % à la fin de 1977.

Surtout, la consommation nationale de produits de maille est « repartie », progressant de 11 % en volume de 1978 à 1979, alors que celle du reste de l'habillement diminuait de 4,5 %. Cette « performance » explique l'optimisme des professionnels sur l'avenir à moyen terme de leur branche : passée une année 1980 qui sera « difficile », le plupart des acteurs, pris à un à un, offrent une perspective raisonnablement encourageante.

C'est que la mode s'en est mêlée, en donnant à la plupart des firmes un coup de pouce quasiment inespéré. Le retour du prêt-à-porter vers un style plus « féminin », le retour de la lingerie dite « fine » : la vogue de la coupe à pied — rebaptisée « jogging » — a ramené les ventes de survêtement, de collants, de sweat-shirt — dits « sportswear » — et la campagne pour la consommation d'énergie a provoqué une véritable ruée sur les douillettes, polaires, robes « à capuche » et autres vêtements de tissu de type « laine des Pyrénées » isolant la rupture de stock. Sans parler de phéno-

Le cas Italien

Le tableau serait presque parfait sans la concurrence de l'Italie, bête noire des professionnels, responsable à elle seule de 2,4 milliards de déficit commercial. L'Italie qui vend huit pull-overs importés sur dix, l'Italie, virtuose du canot, nazzano, qui envahit les rayons, l'Italie qui... l'Italie à propos de laquelle les industriels français n'en finissent pas de rabâcher leurs griefs, n'hésitant pas à parler du triangle d'or — Venise-Bologne-Milan, — où sont soixante-dix mille salariés sur cent cinquante mille en total travaillent pour l'industrie de la maille.

Il est vrai que le contrôle imposé en 1978 par la France aux importations de pull-overs italiens a apporté des réajustements des professionnels, ont déposé plainte auprès de la Commission de Bruxelles. Mais principal : un bon tiers des importations italiennes se font à un prix anormalement bas — moins de 15 F pièce, — inférieur de moitié aux prix français correspondants (27 à 28 F pièce usine). Pourquoi ? Essentiellement du fait d'une réglementation sociale plus souple : pour neid salariés sur dix, on ne paye pas de charges sociales, estime la Fédération de la maille. Probablement aussi grâce à des dédouanements de trafic, « les Italiens ont des vitesses : on voit des containers venus de Johannesburg arriver à Trieste pleins de pulls marqués « Made in Italy », des balles de laine en provenance de Hongkong d'où sortent les mêmes pulls « Made in Italy »... exploités par les industriels. Résultat : onze millions de pull-overs « disparus » entre l'Italie et le reste du monde, soit soixante-dix millions entre l'Italie et la C.E.E., les statistiques italiennes d'exportation sont nettement supérieures aux chiffres français ou européens correspondants d'importation. On oserait dire ? C'est à la Commission européenne d'enquêter... »

En attendant, les professionnels français ont élaboré un second « plan maille » de trois ans, axé, conformément aux vœux du ministre de l'Industrie, sur l'entreprise : amélioration de la productivité, meilleure connaissance du marché pour y adapter une stratégie adéquate, etc. tels sont les thèmes principaux des ateliers de la maille qui se tiennent en mai prochain. Cette fois pourtant, prudence oblige, on ne fera pas d'objections générales. Nous avons alors un nombre important de P.M.E. très dynamiques », conclut le délégué général.

VERONIQUE MAURIS.

Pharmacie

M. JEAN POUDEVIGNE EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ DU SNP

M. Jean Poudevigne vient d'être nommé en poste de directeur général délégué du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), lauréat vacataire en juillet 1979 par le départ de M. Raymond Mardieu, conseiller d'Etat, ancien collaborateur de l'Union Agricole à la présidence de la République, puis du général de Gaulle à la présidence du conseil.

En 1978, M. Poudevigne fut nommé secrétaire de rédaction de « l'Économiste » en 1948-1949, puis chargé de service des relations syndicales de l'Union des chambres syndicales de l'industrie chimique (1949-1950). Il fut député du Gard en 1958, réélu en 1962, et en 1968, il devint alors vice-président du groupe P.O.S. à l'Assemblée et prit part avec Jacques Duhamel aux élections municipales, participant à la création du Centre Démocratique et Progressif (C.D.P.), dont il devint secrétaire général. A ce titre, il participa à la rédaction des textes législatifs de 1973 aux

PLACEMENT DIAMANT

OU S'INFORMER ?

Le Centre d'information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris - Tél. (0) 261.37.12, est ouvert au public du lundi au vendredi inclus de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

BOURSE DU BRILLANT

MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant non aplombé
BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

24 JANVIER : 131,2 F. T.E.C.
+ commission 4,80 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8)
Tél. 265-83-84

ACHETEZ GAGNANT !

N'hésitez pas la housse spectaculaire des films photo-dia, noir et couleur. Achetez dès maintenant vos films de vacances. Anciens prix garantis jusqu'au 1^{er} février.

CAMERA 7, rue La Fayette

75009 PARIS - 878-37-25.

LES MARCHÉS

LONDRE

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

BOURSE DE PARIS - 23

